

Le tourisme en Guadeloupe : Impact du tourisme sur l'activité et l'emploi

En 2005, l'impact du tourisme pour l'archipel guadeloupéen est évalué à 5 % du PIB total et 7 % du PIB marchand. La baisse de la fréquentation touristique par rapport à 2004 a coûté environ un demi-point de croissance. Le PIB s'est accru de 3,1 % en volume en 2005, quand la hausse aurait été de 3,6 % avec le maintien de la fréquentation au niveau de l'année antérieure. Si la Guadeloupe retrouvait la fréquentation touristique qu'elle a connue à son apogée en 2000, la croissance serait notablement accélérée.

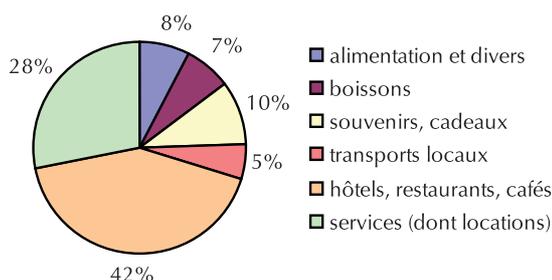
Si les retombées directes du tourisme de séjour sur la filière de l'hôtellerie-restauration ont fait l'objet de plusieurs analyses et publications¹, l'impact global lié à leur diffusion dans l'ensemble de l'économie guadeloupéenne n'a été abordé qu'une seule fois². La mise en place conjuguée d'un système d'enquêtes et d'un modèle de simulation macro-économique a permis une amélioration de ce premier travail.

Les touristes dépensent 285 millions d'euros

En 2005, le montant total des dépenses des touristes de séjour dans l'Archipel est estimé à 285 millions d'euros³. Un peu plus de 40% est consacré à l'hébergement hôtelier et la restauration, le reste se répartit entre les services, les transports et les achats de biens de consommation.

Les dépenses de transport sont liées à l'utilisation des navettes maritimes et des taxis. Dans les services, les principales dépenses sont les locations de véhicules et les prestations de loisirs. Enfin, les achats de biens de consommation sont surtout composés de souvenirs et de produits

Répartition des dépenses des touristes en 2005



Source : INSEE - enquête flux touristiques

alimentaires. La plupart des achats portent sur des biens et services produits localement. Seulement 13 % sont des biens importés (produits alimentaires et biens de consommation non durables).

Ce contenu en importations est deux fois plus faible que celui observé pour les ménages guadeloupéens (28%). Cet écart s'explique par la part relative plus importante des dépenses des touristes en services locaux.

La dépense des touristes représente 7,2% de la consommation finale marchande des ménages résidents.

(1) Voir « Pour en savoir plus ».

(2) AntianeÉco n° 58 de décembre 2003 : « Baisse de la fréquentation touristique : une étude d'impact en Guadeloupe ».

(3) Données estimées à partir de l'enquête sur les flux touristiques portant sur l'année 2005. Elles n'incluent pas les dépenses liées au transport aérien international (achats de billets d'avion, commissions des agences de voyage, taxes d'aéroport, consommations intermédiaires de kérosène...).



Poids du tourisme dans l'économie

Le tourisme de séjour représente 5% du PIB total de 2005 et 7% du PIB marchand. Les secteurs d'activité où l'influence touristique se fait le plus ressentir sont l'hôtellerie-restauration (avec 28% du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée réalisée par cette branche), les services (11%), l'agro-alimentaire et l'agriculture (9%), ainsi que les transports intérieurs (7%).

Poids du tourisme dans l'économie en 2005

Valeurs ajoutées par branche	en milliers d'euros	en %
Agriculture	16 796	8,8
Industrie agro-alimentaire	10 343	9,3
Carburants	217	5,7
Eau-électricité	-3 602	7,0
Biens de consommation	3 973	5,7
Autres industries	5 378	2,9
Commerce	54 006	5,5
Transports	15 658	7,3
Hôtellerie-restauration	62 572	27,8
Services aux ménages et aux entreprises	70 696	11,1
Autres	61 860	1,7
Total des valeurs ajoutées	297 895	4,9

Source : CEROM

Pour des raisons de simplicité⁴, on fera l'hypothèse d'une proportionnalité stricte entre l'emploi et la création de richesse.

Sous cette hypothèse, le tourisme représente 4,6 % de la masse salariale et de l'emploi salarié direct et induit ce qui correspond à 4 900 salariés qui vivent, directement ou indirectement, du tourisme.

L'activité touristique représente près de 4% de l'ensemble des revenus des ménages. Son impact sur les finances publiques locales génère 8% des taxes indirectes à la consommation et 7% des recettes d'octroi de mer⁵.

L'activité touristique représente près de 4% de l'ensemble des revenus des ménages. Son impact sur les finances publiques locales génère 8% des taxes indirectes à la consommation et 7% des recettes d'octroi de mer⁵.

Ces données ne concernent que le touriste de séjour qui repart de l'aéroport. Le tourisme de croisière a atteint un niveau particulièrement bas en 2005 et sa prise en compte ne modifierait ces données qu'à la marge. Toutefois, un redémarrage de cette activité entraînerait de facto une forte croissance des dépenses non hôtelières et pourrait renforcer sensiblement encore l'activité économique.

(4) voir dans l'encadré en page 4 : « l'emploi lié, l'emploi indirect et l'emploi induit ».

(5) Les recettes en octroi de mer s'expliquent par une part de près de 6% des importations dues aux activités induites par le tourisme

(6) Insee - enquête de fréquentation hôtelière.

(7) Les synthèses de CEROM n° 3 - septembre 2006 : « Les comptes de la Guadeloupe en 2005 : après le trou d'air, un rétablissement délicat »

Baisse de la fréquentation touristique et impact sur l'économie

Entre 2004 et 2005, le nombre de nuitées dans les hôtels homologués est passé de 526 000 à 490 000 (-6,8%)⁶, et le nombre de croisiéristes en escale de transit de 39 000 à 17 000 (-57%). Les autres données d'hébergement (gîtes, famille) sont inconnues. Au total, le nombre de journées recensées est en baisse de près de 10% en 2005.

Sous l'hypothèse d'une bonne corrélation entre la fréquentation touristique et les dépenses des non-résidents, c'est une baisse de l'ordre de 10% des dépenses des touristes sur le territoire qui est retenue pour 2005.

Si les dépenses des touristes étaient restées au même niveau en 2005, quels en auraient été les effets sur l'économie de l'archipel ?

Les dépenses auraient été plus élevées de l'ordre de 10% par rapport à ce qui a été constaté. Par effet d'entraînement, le PIB aurait été plus élevé de l'ordre d'un demi-point, ce qui aurait profité principalement à l'hôtellerie (+2,8%), aux services (+1,1%) et à l'industrie agro-alimentaire (+0,9%). Les recettes fiscales indirectes auraient été supérieures de près de 4 millions d'euros (1,4 million au titre de l'octroi de mer et 2,5 millions d'euros pour les taxes à la consommation).

Si la fréquentation touristique 2005 était la même qu'en 2004

Valeurs ajoutées par branche	en milliers d'euros	en %
Agriculture	1 680	0,9
Industrie agro-alimentaire	1 034	0,9
Carburants	22	0,6
Eau-électricité	-360	0,7
Biens de consommation	397	0,6
Autres industries	538	0,3
Commerce	5 401	0,5
Transports	1 566	0,7
Hôtellerie-restauration	6 257	2,8
Services aux ménages et aux entreprises	7 070	1,1
Autres	6 186	0,2
Total des valeurs ajoutées	29 790	0,5
Taxes sur les produits	2 515	0,8
Octroi de mer	1 372	0,7

Source : CEROM

Avec l'hypothèse d'une proportionnalité entre l'emploi et la création de richesse, la masse salariale et l'emploi induit théorique auraient été supérieurs d'un demi-point, ce qui équivaut à la création de 570 postes de travail supplémentaires.



res. Ces créations de postes ne se transformeraient en embauches effectives que si les conditions économiques sont respectées (main d'œuvre disponible, absence de difficultés de recrutement, rentabilité des entreprises etc...).

Le PIB aurait crû de 3,6% en volume en 2005 au lieu de 3,1%⁷, ce qui aurait situé ce résultat dans la moyenne décennale.

Et si la fréquentation touristique retrouvait son niveau record de l'année 2000 ?

En 2000, année la plus favorable en termes de fréquentation touristique, le poids du tourisme dans le PIB guadeloupéen était estimé à 7,7%, et le nombre de nuitées dans l'hôtellerie traditionnelle était de 623 100.

La fréquentation des touristes de séjour a baissé de 21% depuis ce niveau record. Pour la croisière, la baisse est plus importante encore puisque le nombre d'escales est passé de 498 à 117. Si le tourisme guadeloupéen avait retrouvé ce même niveau en 2005, toutes choses égales, c'est un supplément de recettes touristiques de l'ordre de 71 millions d'euros⁸ (+25%) qui aurait été observé. Les effets sur l'économie auraient été nettement plus spectaculaires que dans la simulation précédente.

La croissance du PIB aurait été supérieure de 1,2 point si bien que la croissance globale en volume en 2005 aurait été de 4,3% au lieu de 3,1%. Ce qui représente un niveau supérieur de

74 millions d'euros en termes de valeur ajoutée. Les secteurs qui en auraient le plus bénéficié auraient été l'hôtellerie-restauration (+6,9 points de %), les services (+2,8 points) et l'agro-alimentaire (+2,3 points).

Hausse de 25% de la fréquentation touristique

Valeurs ajoutées par branche	en milliers d'euros	en %
Agriculture	4 199	2,2
Industrie agro-alimentaire	2 586	2,3
Carburants	54	1,4
Eau-électricité	-901	1,7
Biens de consommation	993	1,4
Autres industries	1 344	0,7
Commerce	13 502	1,4
Transports	3 914	1,8
Hôtellerie-restauration	15 643	6,9
Services aux ménages et aux entreprises	17 674	2,8
Autres	15 465	0,4
Total des valeurs ajoutées	74 474	1,2
Taxes sur les produits	6 289	2,0
Octroi de mer	3 429	1,8

Source : CEROM

Près de 10 millions d'euros de taxes supplémentaires auraient été perçues, et le nombre de postes de travail aurait été plus élevé de l'ordre de 1,1 %, ce qui correspond à 1 260 unités supplémentaires. Les ménages résidents auraient bénéficié de revenus supérieurs de près d'un point, ce qui aurait favorisé une augmentation de la consommation intérieure du même ordre de grandeur.

Claude Joeger, Vincent Hecquet

L'enquête est réalisée sur un périmètre limité à la Guadeloupe « continentale » et à ses dépendances : Marie-Galante, Les Saintes et la Désirade, ensemble dénommé Archipel guadeloupéen. Il exclut donc les îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin. Elle fournit des données portant sur le nombre de touristes ayant fréquenté l'archipel ainsi que leurs dépenses réalisées sur place. Elle a été réalisée en partenariat entre l'Insee, le Comité du tourisme des Îles de Guadeloupe et la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre. Cette enquête s'adresse aux touristes quittant la Guadeloupe sur les vols transatlantiques. Elle est réalisée dans l'aéroport sur 90 jours répartis tout au long de l'année. Pour chaque journée enquêtée, tous les ménages à destination de la métropole sont interrogés. Parmi ces passagers, sont considérés comme touristes de séjour les non-résidents ayant passé au moins une nuit sur le territoire quel que soit le motif de leur séjour. En plus de l'enquête sur les flux touristiques, l'étude repose sur les comptes économiques régionaux définitifs publiés par l'Insee ; sur les comptes rapides 2005 de Cérom pour l'année de référence ; sur deux études Cérom qui ont permis d'élaborer un compte économique de l'archipel guadeloupéen (hors îles du Nord) ; sur une méthode de simulation de Cérom à partir du modèle TABLO.

(8) Il s'agit de 71 millions d'euros en pouvoir d'achat de l'année 2000. En euros courants, ceci représenterait une dépense supplémentaire de 80 millions d'euros.



L'emploi, l'hôtellerie-restauration, les activités touristiques

En prenant en compte Saint-Barthélemy et Saint-Martin, la Guadeloupe est de toutes les régions françaises celle qui emploie le plus de salariés dans les hôtels restaurants : 6,4 % au 31 décembre 2004, contre 3,6 % en moyenne nationale. Pour 100 emplois dans les hôtels restaurants ailleurs en France, il y en a 178 en Guadeloupe⁹. Cette primauté tient à la densité touristique de Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

Dans l'archipel guadeloupéen, les hôtels restaurants emploient 4,5 % des salariés. Ce niveau est identique à celui de Martinique. Il reste supérieur à la moyenne nationale et à celui de la très grande majorité des régions. Il est très proche des niveaux du Languedoc-Roussillon (4,2 %) et de l'Île-de-France (4,4 %), et inférieur à ceux de la Corse (4,9 %) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (5,2 %), régions à forte vocation touristique. Les activités récréatives, culturelles et sportives emploient 1,8 % des salariés. Cette part est inférieure à celle de l'Île-de-France (3 %), région à forte densité d'équipements culturels et sportifs, mais elle dépasse celle de toutes les autres régions de métropole (1,1 % pour la métropole hors Île-de-France).

L'emploi lié, l'emploi indirect et l'emploi induit

Évaluer en toute rigueur le nombre d'emplois liés à la fréquentation touristique serait un exercice complexe, qui déborde le cadre de cette étude. Si l'on fait l'hypothèse d'une stricte proportionnalité entre l'emploi et la création de richesse, le tourisme représente 4,6 % de la masse salariale et de l'emploi salarié direct et induit de l'archipel guadeloupéen. On arrive ainsi au chiffre de 4 900 salariés qui vivent, directement ou indirectement du tourisme. Ce chiffre est cohérent avec le nombre d'emplois dans les hôtels restaurants, auquel s'ajouterait une partie des emplois d'autres activités. Le poids du tourisme peut sembler sous-estimé dans la part des emplois liés dans d'autres secteurs et des emplois créés indirects (par la demande des établissements) et induits (par la consommation due aux revenus versés aux salariés du tourisme). Une évaluation rigoureuse de l'emploi lié au tourisme est actuellement en cours à l'Insee-Guadeloupe.

Emploi salarié et part dans le total des emplois salariés

	Hôtel-restaurant		Activités récréatives, culturelles et sportives		Services personnels et domestiques	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Guadeloupe	7 213	6,4	1 916	1,7	767	1,7
Archipel guadeloupéen	4 652	4,5	1 846	1,8	672	0,7
Saint-Barthélemy	942	32,3	15	0,5	32	0,7
Saint-Martin	1 619	22,3	54	0,7	63	0,9

Source : Insee - CLAP au 31/12/2004

(9) selon l'indice de spécificité défini par Paul Krugman

Pour en savoir plus

Le tourisme en Guadeloupe : état des lieux et enjeux économiques - IEDOM - décembre 2002.

Etude économique et financière du service hôtelier en Guadeloupe - Étude du cabinet KPMG publiée par la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre - novembre 2002.

Baisse de la fréquentation touristique : une étude d'impact en Guadeloupe - AntianÉco n° 58 - décembre 2003

Analyse du tourisme en Guadeloupe selon la théorie du cycle de vie du produit - Dossier CEROM - mars 2007.

Méthodologie pour l'élaboration d'un TES de la Guadeloupe hors îles du Nord - Document de travail CEROM - novembre 2006.

Les comptes de la Guadeloupe en 2005 : après le trou d'air, un rétablissement délicat - Les synthèses de CEROM n°3 - septembre 2006.